



MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Service des ressources humaines

Adresse : 78, rue de Varenne
75 349 PARIS 07 SP

Sous direction mobilité, emplois, carrières

Bureau de la filière administrative

Suivi par :
Tél. 01 49 55 41 85 – fax. 01 49 55 40 14

Bureau de l'enseignement public agricole

Suivi par :
Tél. 01 49 55 53 63 – fax. 01 49 55 56 14

Bureau de la filière technique

Suivi par :
Tél. 01 49 55 47 56 – fax. 01 49 55 50 94

Sous direction du développement professionnel et des relations sociales

Bureau de la formation continue et du développement des compétences

Suivi par :
Tél. 01 49 55 51 00 – fax. 01 49 55 59 31

NOTE DE SERVICE

SG/SRH/SDMEC/SDDPRS/N2009-1189

Date: 03 août 2009

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
à
Mesdames et Messieurs les directeurs et chefs
de service
d'administration centrale,
des services déconcentrés,
des établissements d'enseignement agricole

Objet : Mise en oeuvre du contrat PACTE (corrections et précisions).

Résumé : La présente note de service rectifie et précise les modalités des recrutements d'agents de catégorie C, au moyen des contrats PACTE (NS 2008-1145 du 19 juin 2008).

Mots-clés : recrutement, catégorie C, PACTE.

Destinataires	
Pour exécution : Directions d'administration centrale Services déconcentrés Établissements d'enseignement agricole IGAPS	Pour information : Syndicats

Le Gouvernement a mis en place, en 2005, un plan d'urgence pour l'emploi, comprenant diverses mesures, dont la création du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE). Celui-ci permet à son bénéficiaire de se voir accorder un contrat de travail de droit public, d'une durée d'un à deux ans, comprenant des périodes de formation en alternance. Pendant la durée de son contrat, le jeune bénéficie de l'appui d'un tuteur. A l'issue de cette période, une commission de titularisation se prononce sur l'aptitude professionnelle du bénéficiaire du contrat, au vu notamment du diplôme, du titre ou de la qualification certifiée obtenus. En cas d'avis favorable, et sous réserve de celui de la commission administrative paritaire compétente, le jeune est titularisé dans le premier grade (échelle 3) d'un corps de fonctionnaires de catégorie C.

Le PACTE est accessible exclusivement aux jeunes de 16 à 25 ans révolus, sans diplôme et sans qualification ou disposant d'un diplôme ou d'une qualification dont le niveau est inférieur à celui du baccalauréat.

La présente note a pour objet **de préciser et rectifier** les points suivants de la note de service n° 2008-1145 du 19 juin 2008 :

1 – Présentation générale du Pacte

1.2 - Bénéficiaires

2 - Schéma général de la procédure

Paragraphe 2.14

5 - Etablissement du contrat de travail

5.2 - Le contrat de travail (liasses *CERFA*)

6 - Actions de formation et tutorat

6.3 - Convention de formation

6.6 – Modalités de financement

RECTIFICATIF ET PRECISIONS

1 – présentation générale du Pacte

1.2. Bénéficiaires

Le PACTE est accessible aux seuls jeunes de seize à vingt-cinq ans révolus sortis du système éducatif sans diplôme et sans qualification professionnelle reconnue ainsi qu'à ceux dont le niveau de diplôme est inférieur à celui attesté par un diplôme de fin de second cycle long de l'enseignement général, technologique ou professionnelle (baccalauréat), soit les niveaux VI, V bis ou V.

La condition d'âge limite de 25 ans révolus s'apprécie à la date du recrutement effectif par contrat. Les services instructeurs doivent l'examiner, à chaque étape de la procédure : sélection des dossiers de candidatures, sélection des candidats auditionnés et sélection des candidats déclarés aptes. Les dossiers ne répondant pas à cette condition, à la date de recrutement prévue, ne pourront être pris en compte.

Les services instructeurs veillent à l'application des règles de nationalité, droits civiques, casier judiciaire, service national, aptitude physique. Concernant la nationalité, le PACTE étant un contrat donnant vocation à être titularisé, il ne peut être conclu qu'avec une personne de nationalité française, ou ressortissante d'un des Etats membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

2 - Schéma général de la procédure

2.14 Les contrats (cerfa n° 12592*01, Cf. annexe 9) sont préparés par les structures accueillant un agent sous contrat PACTE. Les coordonnées relatives à l'employeur sont :

- **ministère : ministère de l'alimentation de l'agriculture et de la pêche,**
- **n° SIRET : 11007001800012,**
- **les rubriques suivantes sont celles du service d'accueil.**

Ce contrat, intégralement renseigné, **y compris la rubrique formation**, et signé par l'agent, est transmis au SRH pour signature de l'employeur. Après signature, le SRH assure la transmission des différents volets du contrat aux destinataires concernés, ainsi qu'une copie au service d'accueil de l'agent.

Le SRH prépare en outre un contrat, visé par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel, sur lequel figurent d'autres éléments d'informations.

5 – Etablissement et exécution du contrat de travail

5.2. Le contrat de travail

5.2.6. Rémunération

Les disposition du décret prévoient que le niveau de rémunération est fixé par référence au minimum de traitement de la fonction publique (correspondant, lors de l'établissement de la présente note, à l'IM 283, soit 1289,61€ bruts mensuels), au moins 55% de ce montant si l'agent a moins de 21 ans et au moins 70% si l'agent a 21 ans ou plus.

Cependant, pour le ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, le niveau de rémunération est fixé à 100% du minimum de traitement de la fonction publique, pour tous les agents.

Ce montant brut mensuel doit être exprimé en euros sur le contrat.

Par ailleurs, les intéressés ont droit au versement de l'indemnité de résidence, au remboursement partiel des frais de transport domicile-travail et s'il y a lieu, au supplément familial de traitement. Le cas échéant, ils peuvent percevoir toutes autres indemnités liées aux obligations de service résultant du travail de nuit, des dimanches et jours fériés. Il est cependant rappelé qu'ils ne peuvent en aucun cas effectuer des heures supplémentaires.

6 – Action de formation et tutorat

6.3. Convention de formation

Dans les deux mois qui suivent la signature du contrat, une convention de formation **quadripartite** entre le SRH, **le service d'accueil**, l'agent et l'organisme chargé de délivrer la qualification visée doit être conclue.

Cette convention figure au dossier de l'agent en annexe à son contrat de recrutement. Elle mentionne obligatoirement l'intitulé de la qualification préparée et fixe les modalités d'organisation et de suivi de la formation et de délivrance du titre, du diplôme ou de la qualification.

Si la convention de formation le prévoit, la formation en organisme extérieur peut se dérouler en dehors des plages horaires applicables aux agents du service concerné.

6.6 . Modalités de financement (nouveau paragraphe)

Les recrutements PACTE induisent des frais liés à la formation des acteurs concernés : tuteurs et jeunes agents recrutés.

Les frais de formation se décomposent en deux catégories :

- les frais pédagogiques : frais d'inscription, frais d'achats éventuels de documentation, ...
- les frais de déplacement et de séjour (FDS).

6.6.1. Formation des tuteurs

Elle a été confiée par le SRH (bureau FORMCO) à un prestataire externe. Trois sessions se sont tenues en mars et avril 2009, à Lyon, Paris et Nantes. Le contenu de ces actions est fixé par les textes réglementaires régissant le PACTE. Les frais pédagogiques sont pris en charge par le SRH, les frais de déplacement et de séjour sont à prendre en charge sur le BOP déconcentré (géré par le DRAAF) dont relève chaque tuteur.

6.6.2. Financement de la formation des jeunes recrutés

- ✓ Principe de la prise en charge :

Comme pour tout agent, ces frais sont à la charge du BOP "moyens" déconcentré dont dépend sa structure d'affectation (BOP 143 pour les EPLEFPA, BOP 215 pour les DRAAF, DDAF et DDEA, BOP 206 pour les DDSV). Pour faire face à ces nouvelles dépenses, les responsables de programme 143, 206 et 215 sont convenus d'une contribution supplémentaire aux BOP concernés. Cette contribution forfaitaire de 3000 € par agent recruté fera l'objet d'une seule prise en charge par contrat, quelque soit la date de recrutement et la durée du contrat.

- ✓ Modalités de transmission des demandes :

Ces contributions forfaitaires doivent être demandées auprès du responsable du programme d'affectation des jeunes PACTE, lors du dialogue de gestion. Les responsables locaux de formation des structures d'affectation des jeunes PACTE sont chargés de la transmission à leur délégation régionale à la formation continue, des documents (assortis s'il y a lieu, des conventions correspondantes) décrivant les parcours de formation et leurs coûts. Ces informations seront intégrées par le DRAAF dans la demande de moyens adressée au RPROG.

✓ Particularité de la prise en charge selon le programme d'affectation :

- Programmes 206 et 215 : les demandes sont adressées en copie au bureau de la formation continue (à l'adresse suivante : bureauformco.sg@agriculture.gouv.fr) afin d'accélérer la vérification des documents. Elles sont étudiées en vue des reprogrammations budgétaires de juin et septembre 2009.

- Programme 143 : les demandes sont adressées à la DGER, bureau de la gestion des dotations et des compétences, BGDC, (à l'adresse suivante : bertrand.droguet@agriculture.gouv.fr) pour vérification. Préalablement, le forfait devra être prévu par les délégations régionales à la formation continue concernées par un recrutement PACTE lors de l'estimation de la programmation budgétaire 2010 sur la ligne 143-26.

L'adjoint au chef du service
des ressources humaines

François MOREAU